

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article68>

Economie de la Guadeloupe : Position de l'UGTG

- La Guadeloupe - Social - Economie -

Date de parution : 1er février 2000

Date de mise en ligne : samedi 30 septembre 2017

Mis à jour le : samedi 9 août 2008

UGTG.org

Université des Antilles et de la Guyane

Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement

Bilan et Perspectives à moyen terme

L'Economie Guadeloupéenne

POSITION DE L'EUGTG

I - Quel Regard portez-vous sur la situation économique et sociale actuelle de la Guadeloupe (motifs de satisfaction et de déception) ?

Il est plus admissible aujourd'hui de se limiter aux éternels constats repris en chœur par les politiques, les chefs d'entreprise, les organisations socioprofessionnelles, les différentes missions et études : « La Guadeloupe va mal, les entreprises sont fragilisées par le poids des charges sociales et les graves déperditions ; la jeunesse n'a pas de repères ; les parents ont démissionné ; l'état ne tient pas compte de nos spécificités, etc. »

Toute une série de discours de capitulation et de mendiant, qui ont depuis les 50 dernières années, généralisé l'assistanat, l'irresponsabilité et surtout permis à des affairistes de s'installer et de grappiller les subventions que les différents gouvernements de la France ont instituées en politique de développement.

Il convient résolument de dire la vérité, vérité constamment attestée par les chiffres mais surtout exprimée par les masses populaires à travers leur lutte, par la jeunesse dans son désarroi, par cette violence quotidienne dans les rapports sociaux.

Il devient vital arrêter les faux débats consistant par exemple à expliquer le développement de la pauvreté, du chômage, de la précarité simplement par la mondialisation des échanges, où l'affaîmement serait responsable de la famine, le salarié improductif de la fermeture de l'entreprise, le syndicat des difficultés économiques.

Ainsi donc, malgré tout ce que la France et l'Europe font pour nous, Europe sociale, défiscalisation, transferts sociaux massifs, construction d'infrastructure (routes, port, aéroport, hôpitaux) loi PERBEN, Zone Franche, soutien à la production agricole, etc. ! nous serions incapables de nous organiser une société prospère, équilibrée et sereine.

Nous, fils d'esclaves, continuons à vivre à Kokangn, à nous jalouser, à nous autodétruire et à magouiller, et à danser.

Si, aujourd'hui, cette société Guadeloupéenne est aussi embourbée, incapable de choix économiques, sociaux, culturels et politiques fondamentaux, c'est qu'elle ne s'est jamais autorisée à inventer, à se créer. Elle n'a jamais commencé à exister par elle-même et pour elle-même.

Par la conscience que nous avons de nous-mêmes, pour avoir nié nos origines et notre

histoire, nous Guadeloupéens sommes des zombies.

Pour avoir échoués et improductifs, nos politiques et intellectuels ont autorisé et soutenu le colonialisme dans ses organisations politiques, économiques, culturelles et sociales.

Ainsi donc, dans ce contexte, le développement économique de la Guadeloupe comme fondement de l'équilibre social et de l'épanouissement des hommes est un leurre si elle ne relève pas d'une stratégie politique révolutionnaire tendant à transformer les rapports sociaux, à rompre avec les liens coloniaux qui nous lient à la France et à combattre les rapports de domination capitalistes!

II - La Guadeloupe est-elle à vos yeux un pays développé, sous-développé ou en développement ?

Les idéologues du pouvoir, les profiteurs du système qualifient bien évidemment notre

Société de société développée, comparée aux sociétés de la zone Caraïbe, qui sont montrées à longueur d'image « an misés », incapables de faire face aux catastrophes naturelles ou affrontant la mer déchaînée « pour gagner l'eldorado que sont les États-Unis ou les Départements Français. »

Notre infrastructure routière, nos hôpitaux, nos écoles, montrent notre décadence et le niveau de notre vie attire. (58% des ménages disposent d'un véhicule, plus de 80% de la télévision ou d'un réfrigérateur malgré un revenu moyen annuel de 61.000 F.

Nous sommes les vitrines de la France dans cette Caraïbe qui s'organise en toute authenticité.

Notre développement superficiel cache, il est vrai, le fossé qui se creuse entre une classe de plus en plus riche et une classe populaire où plus de 70.000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté ; où 60.000 femmes et hommes dont 11.000 jeunes, de moins de 25 ans, ne travaillent pas ; où l'école, en plus de produire des chômeurs jette 2/3 d'entre eux à la vie active sans le niveau CAP.

La vérité est que ce développement entretient la dépendance où plus de 90% des biens de consommation sont importés et s'échangent grâce à plus de 50 milliards de francs. Transferts sociaux qui bien sûr repartent vers la mère patrie, mère nourricière

III - Le Chômage est considéré comme la plaie de notre société. Comment expliquer cet apparent paradoxe qui montre qu'en dépit d'un taux de création d'emplois très élevé, la Guadeloupe est l'une des régions françaises où le chômage continue à augmenter le plus ?

IV - Comment expliquer le niveau élevé et durable du taux de chômage en Guadeloupe ?

CâEuros"est lâEuros"activitÃ© qui crÃ©e lâEuros"emploi. Quand des dizaines dâEuros"annÃ©es de politique Ã©conomique nâEuros"a consistÃ© quâEuros"Ã© soutenir la consommation ; quâEuros"Ã© favoriser les importations ; quâEuros"Ã© dÃ©truire les activitÃ©s de production et Ã© invalider les initiatives innovantes donnant espoir aux producteurs et crÃ©ateurs ; quand le non-travail est mieux rÃ©munÃ©rÃ© que le travail ; quand les entreprises au nom de la compÃ©titivitÃ© et de lâEuros"expÃ©rience choisissent de recruter les non GuadeloupÃ©ens ; quand les actions de formation sont aussi distantes des besoins des entreprises et assurent aux centres de formation une rente de situation dans un contexte oÃ¹ la formation se rÃ©vÃ©le Ã©tre une activitÃ© rÃ©munÃ©ratrice, le chÃ©mage nâEuros"est pas une plaie, ni non plus le travail clandestin car ils participent dâEuros"un dispositif Ã©conomique et idÃ©ologique parfaitement Ã©quilibrÃ©.

V - Certaines mesures prises antÃ©rieurement par les diffÃ©rents gouvernements vous paraissent-elles efficaces ? (DÃ©fiscalisation, RMI, Loi Perben, CES, Emploi-Jeunes)

La multiplication, la juxtaposition des mesures prises par les diffÃ©rents gouvernements de la France au cours des 50 derniÃ©res annÃ©es en faveur de lâEuros"emploi et leurs Ã©checs, manifestent de lâEuros"inadaptation structurelle de ces mesures.

AujourdâEuros"hui, aucune Ã©tude ne peut Ã©valuer lâEuros"impact de ses diffÃ©rentes mesures sur la santÃ© des entreprises et sur les gains rÃ©els en terme dâEuros"emploi.

Nous observons par contre que les secteurs aidÃ©s (hÃ©tellerie, industrie notamment) ont continuÃ© Ã© licencier pour raison Ã©conomique.

Plus de 10 ans de dÃ©fiscalisation, plus de 6 ans de loi PERBEN, plus de 25.000 emplois aidÃ©s nâEuros"ont pas permis de limiter lâEuros"augmentation du nombre de chÃ©meurs et Ã© faire reculer le travail prÃ©caire et lâEuros"emploi clandestin.

Il Ã©tait prÃ©visible que seul 50% des entreprises Ã©ligibles Ã© la loi PERBEN pouvaient en bÃ©nÃ©ficier, comme il est prÃ©visible que la rÃ©duction du temps de travail Ã© 35 heures ne peut rÃ©duire le chÃ©mage, du fait notamment de la structure particuliÃ©re du phÃ©nomÃ©ne (importance -30% de la population active ; Ã©ge et niveau de formation des chÃ©meurs, -20% ont moins de 25 ans, 2/3 nâEuros"ont pas le niveau CAP ; taille des entreprises : plus de 61% des 30.000 entreprises nâEuros"ont aucun salariÃ©.)

La multiplication des emplois aidÃ©s et des bÃ©nÃ©ficiaires du RMI ne peut Ã©tre considÃ©rÃ©e comme la solution durable et socialement Ã©panouissante.

Le constat est quâEuros"aujourdâEuros"hui une entreprise ne consent Ã© embaucher que si lâEuros"Ã©tat lui procure des subventions, lâEuros"autorise Ã© conclure des contrats Ã© durÃ©e dÃ©terminÃ©e et Ã© licencier en fin de contrat. Le jeune ou le chÃ©meur embauchÃ© se rÃ©vÃ©le Ã©tre un pourvoyeur de fonds. Quand il est diplÃ©mÃ©, jamais ses compÃ©tences ne sont utilisÃ©es.

Il est mis en compÃ©tition avec les salaires anciens qui coÃ©tent cher. Il doit accepter toutes les bassesses pour garder son poste. Ainsi donc, ces mesures plaquÃ©es fragilisent les emplois existants, divisent les travailleurs, enrichissent sans frais les entrepreneurs et accentuent la dÃ©rÃ©glementation sociale.

Ces mesures sont Ã©galement criminelles.

Les jeunes et les chômeurs sous contrat à durée déterminée de 2 ou 5 ans commencent ou construisent leur vie professionnelle ou d'adulte sur de l'attente. Quand le contrat est rompu, ce sont des espoirs qui s'évanouissent, des vies qui se déchirent, des couples qui sont disloqués, des déviations sociales qui se mettent en place.

Pour sûr la courbe de chômage satisfait les politiciens. Pour sûr leurs bilans déclarés lors des campagnes électorales sont positifs!

Comment ensuite s'étonner de la violence de ces hommes et femmes trompés !

Parmi les thèmes souvent avancés pour tenter de réduire le chômage, on trouve la réduction des cotisations sociales et le maintien ou la suppression du RMI. Que pensez-vous respectivement de ces deux mesures ?

Si la réduction des cotisations sociales des entreprises, si le maintien ou la suppression du RMI pouvait réduire le chômage, on l'aurait déjà observé.

Ces mesures expérimentées déjà depuis plus d'une dizaine d'années ont prouvé leur inefficacité.

Leur échec n'est pas dû simplement au phénomène démographique. L'entreprise n'embauche que si le développement de son activité l'exige ; celles qui embauchent pensaient le faire de toute façon, elles profitent de l'aubaine de la défiscalisation ou de l'embauche aidée.

Mais ce n'est que, rarement à durée indéterminée.

Concernant les 25.000 bénéficiaires du RMI, nous savons tous les effets pervers de cette position ; Travail clandestin, oisiveté, honte sociale, etc. Ces personnes entretiennent la courbe de consommation qui fait les beaux jours des importateurs.

Leur rapport au travail devient désstructurant, tant pour eux-mêmes que pour l'image qu'ils renvoient à leurs enfants.

Il se développe ainsi une société où les hommes ne se renforcent pas, ne construisent pas ensemble et sont perméables à tous messages, religieux ou publicitaires qui leur propose une vie meilleure tournant ainsi dos au combat, à la solidarité, à la création.

VI - Quelles seraient les autres mesures à prendre pour réduire significativement le chômage ?

VII - Quels sont les secteurs qui vous paraissent prioritaires à prendre en considération pour un développement harmonieux de la Guadeloupe ? Pourquoi ?

VIII - Votre secteur d'activité peut-il jouer un rôle important pour le développement de la Guadeloupe ?

La lutte contre le chômage ne peut se concevoir que dans le cadre d'un dispositif économique et social

volontairement axé sur la valorisation des ressources disponibles en Guadeloupe.

Nous sommes un peuple jeune. Nous disposons d'un potentiel de créativité intacte. Nous pouvons organiser un système éducatif et de formation en corrélation avec des choix économiques et sociaux authentiques.

Nombre de secteurs peuvent servir d'appui à cette nouvelle vision du développement.

Le tourisme d'abord parce que nous bénéficions d'un cadre naturel privilégié. La production agricole, la pêche, l'industrie agroalimentaire, le service aux entreprises, dans une organisation dynamique, intelligente et d'adaptabilité, peuvent constituer un maillage économique et social solide, compétitif et créateur d'emplois permanents.

Seulement, il importe que nous disposions de la liberté de penser et d'agir d'abord pour nous, il importe que nous affrontions les lobbies d'importateurs-fiscalisateurs, il est nécessaire que nous investissions notre pays autrement et surtout que nous nous élevions en rang d'hommes responsables.

Des pouvoirs doivent tomber. Des verrous doivent sauter.

Notre principal ennemi est nous-mêmes, nous-mêmes et tous ceux, politiciens qui nous représentent.

Les élus cultivent l'âchec, la peur, la démission et la félonie.

Aucune démarche innovante, aucune autre Guadeloupe ne pourra s'organiser tant que nous entretenons cette classe politique qui aujourd'hui représente légitimement le peuple.

L'état français bien évidemment appuie sur eux pour multiplier ses lois, programmes, ses lois d'adaptation et d'orientation qui jamais ne mettront en péril ses visées géopolitiques et stratégiques.

En clair, seule la liberté de penser Guadeloupe, seule la liberté d'organiser notre pays pourra nous autoriser à assurer à cette société toutes les audaces indispensables à son développement harmonieux.

IX - Les difficultés rencontrées par les agriculteurs sont de plus en plus nombreuses. Pensez-vous que le système actuel fait de subventions est efficace ? Ce domaine est-il porteur ?

Nos agriculteurs peuvent nous nourrir. Ils ont la technique nécessaire, ils en ont la volonté.

Seulement, sans protection de leur marché, sans terre, sans soutien de la recherche, sans appui financier, ils sont aujourd'hui comme tous les autres producteurs, dépités, piégés par l'endettement, devenus qu'il faut dire de subventions.

Certains passent plus de temps à monter des dossiers d'indemnisation ou d'aides diverses qu'à entretenir leur production.

La raréfaction des terres agricoles (diminution de 12% entre 1995 et 1996), l'abandon des cultures (diminution de 18% de la sole cannière et de la bananeraie en 5 ans), les problèmes récurrents de l'irrigation, le sacrifice de bananiers sur l'autel du marché mondial, témoignent aussi de l'incohérence des discours avec les impératifs de développement économique.

Les politiques aussi sont impuissantes et dociles. Ils ont été publiées en 1994 quand il s'est agi d'arrêter le schéma industriel de l'industrie cannière. Alors qu'ils bénéficient du soutien unitaire des planteurs et des ouvriers de la canne autour de leur projet d'usine neuve pouvant à coup sûr redonner confiance à la filière, il a suffi d'une déclaration du ministre des DOM-TOM (PERBEN) pour que l'État impose son choix de Gardel ; L'industrie cannière est aujourd'hui monopolisée par des sociétés multinationales privées qui exigent à chaque campagne des subventions d'équilibre pour maintenir l'emploi.

A eux les bénéfices fiscaux, à nous les déficits de l'activité

Les agriculteurs ont certains créateurs ont pourtant constamment démontré qu'il nous est possible de gagner l'autosuffisance alimentaire, de transformer nos produits, de les conserver et de les vendre sur des marchés extérieurs.

Seulement, ni les établissements financiers contrôlés par les importateurs, ni la collectivité publique dont les dirigeants ne sont pas sûr d'en tirer un quelconque gain électoral, ne les suivent.

Il est électoralement plus rentable d'offrir 1000 F de bourse aux lycéens, d'organiser des ronds points à chaque coin de rue, de soutenir les lolos, et de subventionner les voiliers.

XI - Les Nouvelles Orientations proposées par le gouvernement de Lionel Jospin vous paraissent-elles marquer une rupture par rapport aux politiques antérieures et sont-elles à l'idée que vous vous faites du développement de la Guadeloupe ?

Que propose le gouvernement de Lionel Jospin d'innovant ? Plus de décentralisation, plus d'exonération pour attirer les cabinets financiers et les petits épargnants français, plus de réglementation sociale

Il propose aussi à nos décideurs politiques, à « et pour la première fois à » de s'exprimer dans les limites de la Constitution Française.

Il nous propose enfin de tourner le dos au passé, de ne pas tenir la France pour responsable de l'esclavage et des siècles de malheur et de déposséder nos grands-parents.

Il est plus tôt temps que nous, à notre tour et résolument nous nous décidons à refuser, à imposer, à refuser qu'une simple modification de Cadre Départemental comme moyen politique et économique à la transformation des rapports sociaux et à la conclusion de projets économiques.

A refuser de confier aux élus qui ont fait la preuve de leur petitesse la noble

tâche d'organiser autrement notre société.

A imposer le droit de décider des choix préservant, les intérêts du plus grand nombre.

A imposer une nouvelle répartition des richesses au profit des classes laborieuses et populaires.

A imposer le respect de notre cadre de vie et par l'européanisation de notre culture, de notre langue, l'affirmation de l'homme guadeloupéen.

XII - L'européanisation de la Guadeloupe est-elle un moteur ou un frein au développement ?

La Construction de l'Unité Européenne et l'européanisation de la Guadeloupe est l'Europe nationale a en réalité que renforce notre dépendance, accentue l'assistanat et place notre pays encore plus en marge de la Caraïbe.

Nous sommes français et européens de la Caraïbe. Seulement, les atouts de la préférence communautaire nous ont plus court, ni non plus les barrières douanières.

L'Europe investit et impose ses règles. « Qui paye décide! nous l'avons oublié. »

Il ne peut être dorénavant retenu que des règles économiques conformes aux directives européennes protégeant les intérêts du marché européen. Et le corollaire de ce positionnement s'appelle chômage, dégradation, liberté de circulation des marchandises, des biens et des personnes!

XIII - Comment amorcer une véritable participation de la Guadeloupe aux échanges dans la caraïbe ? Ceux-ci sont-ils souhaités ?

Quels sont les freins à l'annonce d'une participation véritable de la Guadeloupe aux échanges dans la Caraïbe ?

La caraïbe est vécue depuis quelques temps comme la sortie possible à nos difficultés. Les entreprises veulent y commercer, les politiciens veulent siéger, même sans pouvoir, aux côtés des chefs d'État indépendants tout en restant français, européens et dépendants.

Cette Caraïbe qui nous était que « misère et violence », repousser aux idées indépendantistes, semble aujourd'hui être érigé en zone fréquentable.

Bien évidemment, « mieux formés, nourris et soignés, plus diplômés nous espérons réussir à nous imposer parce que les autres sont encore sous-développés » et nous n'ont pas derrière eux une Grande Puissance Mondiale.

Nous voulons alors y imposer nos méthodes de pêche, nos produits made in France et pourquoi pas notre langue Française.

Notre participation dans la caraïbe ne peut être opérante sans souveraineté, sans que nous ne soyons nous-mêmes, sans que nous ne soyons Caraïbéens.

Nous échangeons actuellement 2 % en importation et 5 % en exportation avec les pays de la zone.

Pour faire plus il semble qu'il faille que les travailleurs consentent à réduire leur rémunération et leur niveau de protection sociale, autrement dit, pour que l'entreprise guadeloupéenne survive dorénavant, elle doit bénéficier des aides publiques, ramener ses coûts de production au niveau de ceux de la Caraïbe, vendre des produits et des services européens dans la Caraïbe, tout en protégeant parallèlement son marché intérieur.

A l'évidence, nombre de décideurs politiques et économiques de Guadeloupe ne reconnaissent pas la souveraineté de ces pays, sont peu informés des structurations de ces sociétés et se considèrent comme des sauveurs de leurs économies.

Si notre pays ne participe pas à la construction de la Caraïbe, elle ne peut prétendre en bénéficier.

Le 02/02/2000

Le Secrétaire Général

G. CLAVIER